

CROIX DU CANTAL

Journal hebdomadaire paraissant le Dimanche

Abonnements

Cantal et départ. limitrophes. . . 12
Paris autres départ. et colonies. 14
Étranger. 20 et 25
C/c Postaux 63.33 Clermont-Ferrand.

Les abonnements sont généralement payables d'avance. — Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 1 fr. pour réimpression de la bande. Conditions spéciales pour la propagande.

ADRESSER TOUTE LA CORRESPONDANCE

à M. le Directeur de la CROIX DU CANTAL, 4, rue Guy-de-Veyre
AURILLAC

Téléphone : 30

Ad. Tél. Croix-Aurillac

Publicité

Faits divers, la ligne. 3
Réclames — 2
Annonces — 1,50

Pour la Publicité du Département et les Annonces judiciaires, s'adresser à nos bureaux

La Société de Publicité Religieuse
27, rue de Rome, Paris (8^e) est seule chargée de recevoir notre publicité extra-locale

PAR CE SIGNE TU VAINCRAS
LA SITUATION

Les Députés du Cantal et Stavisky

A propos d'un article de M. l'Abbé Fric

L'émotion provoquée dans le pays par l'escroquerie colossale de Stavisky est loin d'être apaisée. L'opinion publique attend que les coupables soient atteints et châtiés. Comment un criminel de droit commun a-t-il pu se moquer si longtemps de la justice, et quels personnages puissants étendaient sur ce pourvoyeur des caisses du Cartel leur protection scandaleuse ?

Un débat a eu lieu à la Chambre des députés. Le pays a suivi ce débat avec curiosité, et il en a vu la fin lamentable avec indignation. La minorité réclamait la nomination immédiate d'une Commission d'enquête, qui aurait compté des parlementaires choisis parmi les honnêtes gens qui se rencontrent encore dans tous les partis. Le Président du Conseil n'a pas été de cet avis. La majorité, dans les rangs de laquelle se trouvent les députés et les ministres compromis, ne demandait pas mieux que d'être de l'avis de M. Chaumpey. Elle est maîtresse à la Chambre. Elle a décidé qu'il n'y aurait pas de Commission d'enquête, et elle a chargé le Gouvernement de rechercher les coupables.

Voyez-vous cela ? M. Chaumpey et les siens sont suspects à juste titre, et l'opinion publique sait fort bien que ce n'est pas le Gouvernement provisoirement au pouvoir qui aura le souci de faire une lumière qui serait désastreuse pour son parti !

Le refus par la majorité parlementaire de nommer une Commission d'enquête est un nouveau scandale qui s'ajoute à l'autre, à tous les autres. Les radicaux et les socialistes ont pu acclamer M. Chaumpey qui apparaît comme un étouffeur de cette honteuse affaire, et comme un sauveur pour les bandits. Le pays n'est pas dupe, et sa colère croît tous les jours.

Nous n'avons pas été surpris de voir M. Fontanier voter dans le sens réclamé par M. Chaumpey. Le parti socialiste est peuplé de profiteurs et d'affairistes. On a fait entendre à ces révolutionnaires en peau de lapin qu'ils aient à se tenir tranquilles, s'ils ne voulaient pas qu'on les accablât sous des révélations extrêmement gênantes. Au surplus, le député Garat, de Bayonne, actuellement sous les verrous, est leur élu.

Ce député-maire est un « cro-

que-poulet » qui « sut y faire », comme dit le bon peuple. Il ne dédaignait pas le paiement en nature. Un marchand de volailles de Bayonne lui avait demandé, au moment des fêtes de Noël, l'autorisation d'élargir pour deux jours son étalage. « Entendu, fit le maire ; demain, ma bonne viendra prendre une oie chez vous ! »

Que M. Fontanier donc ait voulu que l'affaire Stavisky soit étouffée et qu'il ait appuyé de son vote M. Chaumpey, cela ne nous étonne pas. La franc-maçonnerie est au fond de ce scandale, et M. Fontanier est un franc-maçon fanatique.

Nous avons été surpris que M. Bastid, par discipline de parti, ait suivi le même chemin. Jusqu'à preuve du contraire, nous le tenons pour un honnête homme, tout comme M. Daladier qui répliquait brutalement à Stavisky l'invitant à dîner : « Je ne m'attable pas avec un escroc. » Il est fort possible que si M. Bastid est relégué loin du pouvoir par son parti, c'est qu'on le croit incapable de certaines complaisances. Que n'a-t-il eu le courage de s'opposer par son vote à la demande de M. Chaumpey ! Il aurait témoigné d'un caractère dont nous, ses adversaires, nous l'aurions loué. Il a eu peur de nos éloges.

M. de Castellane a, lui, fait son devoir. Son tempérament ne l'incline pas à la politique d'opposition. Mais quand une question de probité se pose, on sait toujours de quel côté il se tiendra. Il a voté avec la minorité qui réclamait qu'une Commission d'enquête recherchât les coupables, tous les coupables, si haut qu'ils soient installés. Nous l'en félicitons. Toute la nation, d'ailleurs, est en cette circonstance contre la majorité de la Chambre, dont le pays n'attend rien de bon.

Il reste, pour que la lumière soit faite, la liberté de la presse, de cette presse au moins qui ne se vend pas. M. Chaumpey a eu la pensée de la baillonner. Il a songé à un projet de loi qui tendait à cette fin. C'était la dictature des pères. Mais l'opposition des journalistes l'a contraint de renoncer à son dessein. C'est déjà trop qu'il l'ait conçu, et cela, on ne l'oubliera pas.

JEAN D'AURILLAC.

humeur, à s'abandonner au fou rire quand on lit dans les *Mémoires* l'écrit de Lagnevin sur la science libratrice. Cet homme est sans doute un paysan fort habile et aussi, comme on nous le chante, un esprit dépourvu de toute sorte de préjugés. Nous savons, en effet, que ce militant des Ligues antiques, tout chamarré, comme Bertelet, d'amulettes, n'est encombré que de préjugés farouchement irrationnels qui l'emprisonnent étroitement. Pour n'être pas sans doute aussi renseigné que Paul Lagnevin, qui doit être pour le moins commandeur de

CROIX DU CANTAL

Journal hebdomadaire paraissant le Dimanche

Abonnements

Cantal et départ^s limitrophes. . . 12
Paris, autres départ^s et colonies. 14
Etranger. 20 et 28
C/c Postaux 63.35 Clermont-Ferrand.

Les abonnements sont rigoureusement payables d'avance. — Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 fr. pour réimpression de la bande
Conditions spéciales pour la propagande

ADRESSER TOUTE LA CORRESPONDANCE

à M. le Directeur de la CROIX DU CANTAL, 4, rue Guy-de-Veyre
AURILLAC

Téléphone : 30

Ad. Tél. Croix-Aurillac

Publicité

Faits divers, la ligne. 9
Réclames — 2
Annonces — 1.80

Pour la Publicité du Département et les Annonces judiciaires, s'adresser à nos bureaux

La Société de Publicité Religieuse

27, rue de Home, Paris (8) est seule chargée de recevoir notre publicité extra-local

DU SANG !

Retour du Cartel

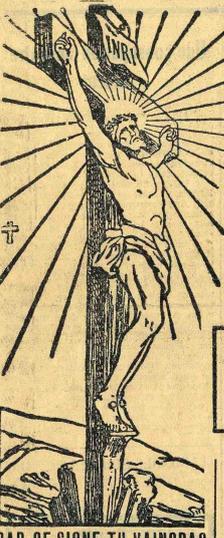
mentaire. Plus d'une fois, la vague napoléon fut sur le point de former un dictateur. Tant pis pour la République si les électeurs de MM. Bastid

qui était littéralement chambré par son entourage.

Alors le messager rédigea un mot et le confia à un huissier : il mettait en garde le futur chef du gouvernement contre le péril qu'il y aurait à ne pas envoyer un émissaire au banquet, pour faire un geste de liaison avec le centre.

n'est pas limitatif. On peut y ajouter... et l'on obtient des résultats dans le goût de ceux qui suivent :
Garnier n° 119 par Mlle E.L. Hélie-Mauré, 20, rue des Dames, 10 ;
2. Louise et Justin Labertandie, 10 ;
3. Philippe Besset, à Paris, 10 ; 4. Mme Salvignol, rue des Frères, 5 ; 5. Jacques Lavergne ; 6. Delhostal, pl. de l'Hôtel-de-Ville, 10 ; 7. M. Bonal, pl. de l'Hôtel-de-Ville, 5 ; 8. M. Rouches, fermier à Limagne, 20 ; 9. Mme veuve Teulet, rue

Analyse. 1^{re} série : 1. Arnal Jean ; 2. Espinasse Jean, 2^e série ; 1. Balhazar Pierre ; 2. Bouvelot Roger, Fajou Emile. — Sixième B. Calcul : 1. Teulade André ; 2. Merle René. — Septième. Rédaction : 1. Gaillard Paul ; 2. Fau André, Laborie Jean. — Huitième. Ecriture : 1. Martrou Jean, Valette Pierre ; 2. Chevalier



PAR CE SIGNE TU VAINCRAS

DU SANG !

Retour du Cartel

Les événements se précipitent avec une telle rapidité qu'après une semaine, la situation politique est tout entière bouleversée. Ce que nous écrivions il y a huit jours sur le gouvernement Daladier n'était déjà plus exact au moment où, dimanche, notre journal arrivait à nos lecteurs de la campagne.

Nous avons éprouvé un sentiment d'espoir, au lendemain du jour où M. Daladier, qui semblait vouloir échapper à la tenaille du Cartel, avait confié à deux républicains modérés, MM. Piétri et Fabry, les importants ministères des finances et de la guerre. Nos lecteurs savent combien nous sommes les ennemis du désordre et des opinions excessives. Le ministère formé par M. Daladier, avec la collaboration d'hommes éminents du Centre, nous paraissait capable d'amener une détente, et nous l'avons dit.

Malheureusement, M. Daladier n'a pas su conserver cette sagesse, et cet homme, qui, parce qu'il est d'aspect rude et qu'il possède une voix sombre, passait pour énergique, est apparu comme le plus faible des politiciens cartellistes. Sous la pression des socialistes et des communistes, le préfet de police, M. Chiappe, a été brutalement chassé de ses hautes fonctions. Or cet homme, dont le courage, la bonne humeur et la probité sont notoires, est cher au peuple de Paris. Les ministres modérés qui avaient accepté, pour une raison d'apaisement, d'entrer dans le gouvernement Daladier, se hâtèrent de donner leur démission. Quand toutes ces nouvelles furent connues à Paris dimanche matin, elles produisirent une émotion intense. Par la faute de M. Daladier, le Cartel pur revenait au pouvoir, et avec lui, tous les complices de Stavisky et toutes les forces de destruction républicaine.

A la Chambre

Mardi, le nouveau gouvernement comparait devant les Chambres. Il était sûr d'une majorité considérable, puisque tous les socialistes, enchantés du départ de M. Chiappe, le courageux maintenant de l'ordre public, avaient résolu d'unir leurs suffrages à ceux des radicaux et que le Cartel était reformé avec cette rigueur qui avait valu à M. Chautemps une énorme majorité. On sait que cette majorité n'avait pas empêché le ministre Chautemps-Stavisky de s'écrouler dans la honte.

La séance de la Chambre fut plus qu'orageuse. Elle était agitée par un ouragan de révolution. M. Daladier eut la plus grande peine à lire, dans le tumulte d'une opposition d'autant plus forte qu'elle sentait toute la nation derrière elle, une vaine déclaration. A plusieurs reprises, la séance dut être suspendue. Quand l'heure vint, pour les crateurs de la minorité républicaine, de prendre la parole, comme il est d'usage chaque fois qu'un nouveau gouvernement apparaît devant les représentants du peuple, M. Daladier demanda qu'il ne leur fut point permis de parler. Jamais rien de pareil ne s'était vu, depuis que nous sommes en République. La majorité, dont font partie, ne l'oublions pas, MM. Bastid et Fontanier, vota pour la proposition dictatoriale de ce malheureux Daladier. La séance fut levée là-dessus. Mais il ne fut pas possible aux ministres et aux députés de quitter sur-le-champ le Palais-Bourbon.

La colère et le sang du peuple

Pendant que la majorité étouffait ainsi la voix de l'opposition, qui était ce jour-là la voix de la conscience française, le peuple de Paris se soulevait, et s'efforçait d'atteindre le Palais-Bourbon. La garde à cheval et d'énormes forces de police protégeaient l'enceinte parle-

mentaire. Plus d'une fois, la vague populaire fut sur le point de forcer le barrage de la force armée. Toutefois, les mitrailleuses du gouvernement cartelliste furent maîtresses du champ de bataille. Elles entrèrent en action, et le sang du peuple fut abondamment répandu sur la place de la Concorde, pendant que çà et là s'élevaient des lieux d'incendie.

Le bilan de cette bataille cruelle se chiffre par douze morts et 552 blessés qui sont à cette heure dans les hôpitaux. Je ne parle pas des innombrables blessés légers et des contusionnés par les coups de matraque. Ceux-là ne sont pas dans les hôpitaux.

L'effondrement de M. Daladier

Nous avons dit que le gouvernement qui portera dans l'histoire l'épithète d'« assassin » avait été approuvé, à la Chambre, par 360 voix contre 220, et que MM. Bastid et Fontanier furent parmi cette criminelle majorité. Mais en dépit de cette majorité, il n'était pas possible que le gouvernement de Cartel gardât le pouvoir. La majorité, toute-puissante dans l'enceinte du Palais-Bourbon, était vaincue par le courage héroïque du peuple.

Les anciens combattants, de toutes les nuances politiques déclarèrent avec force leur indignation contre le gouvernement qui avait versé le sang de leurs camarades. Ils affirmèrent leur dessein d'aller chez eux prendre les armes qu'ils avaient rapportées de la guerre, afin de se battre contre la horde des assassins politiques. Sur cette menace, M. Daladier comprit qu'une majorité parlementaire, honnie par le pays n'était pas pour un gouvernement un appui suffisant, et le ministère sanglant remit, mercredi, à 14 heures, sa démission au Président de la République.

Voilà tout de même où nous ont conduit 20 mois de politique car-

:- Carnet :- Hebdomadaire

Où sont les coupables ?

Nos lecteurs savent que dans plusieurs villes, et notamment à Aurillac, les petites gens, inquiets pour leurs quatre sous, se sont rués vers la Caisse d'épargne et ont réclamé leur argent. Si l'on songe que les réserves des Caisses d'épargne sont au service de l'Etat, et qu'elles sont utilisées pour couvrir les emprunts de la République, on ne s'étonnera point que les retraits d'argent à nos caisses soient un très gros ennui pour le Gouvernement Cartelliste.

Qu'on ne vienne pas nous parler, comme on le fait dans une note communiquée à la presse locale, d'une campagne de fausses nouvelles... De quelle campagne veut-on parler? Hélas! les nouvelles vraies sont assez inquiétantes sans qu'il soit opportun d'en inventer de mensongères, et l'Etat de désordre où la politique dite de gauche a jeté ce pays est la vraie cause de l'inquiétude universelle.

Si le Procureur de la République d'Aurillac voulait rétablir la confiance, ce sont les hommes politiques qu'il devrait arrêter. Les vrais coupables, c'est eux! Mais on ne répondra que ces hommes politiques, dont la malhonnêteté soulève la colère de la nation ont été choisis par le peuple. Oui, sans doute, et à cela nous n'avons rien à répondre, sauf que le peuple a été abominablement trompé par les radicaux et par les socialistes.

Les rentes baissent de jour en jour, et c'est la ruine des épargnants, qui doivent regretter de n'avoir pas gardé leurs billets dans le fond d'un tiroir. Mais quoi? Pour peu que la majorité honnie qui nous gouverne s'obstine dans sa folie, que vaudra, demain, ce papier-monnaie pour lequel les ouvriers, les commerçants, les agriculteurs ont donné toute leur peine?

Pendant la campagne électorale

telliste. Tant pis pour la République si les électeurs de MM. Bastid et Fontanier sont incapables de s'en souvenir!

Espérance

Toute la France apprit avec réconfort, dans la soirée de mercredi, que le Président de la République avait demandé à M. Gaston Doumergue, son prédécesseur à l'Élysée, de former le nouveau gouvernement. M. Doumergue n'est plus très jeune, puisqu'il a 74 ans. Mais sa santé est bonne; il est aimé de la nation; il est riche d'expérience et de sagesse. La tâche qu'on l'a supplié d'accepter sera difficile, et il mérite la reconnaissance du pays pour ne l'avoir pas refusée. Il a quitté sa modeste résidence de Tournefeuille, aux environs de Toulouse, mercredi soir. On l'attend à Paris, ce jeudi matin, au moment où nous écrivons. Le pays, grâce à lui, retrouvera le calme et aussi cette prospérité qui ne demande, pour revenir en notre beau pays, qu'un gouvernement affranchi du sectarisme maçonnique et de la corruption.

Un gouvernement d'union nationale va être établi. Depuis des mois, nous ne demandons, ici, que cela. Les radicaux ne l'ont pas compris et cet aveuglement a couvert notre pays de ruines et de sang. Hier encore, tandis que ces politiciens vieillots et sectaires déléguaient, un parti plus jeune et plus intelligent, celui des néo-socialistes, réclamait ce gouvernement d'union au-dessus des partis. C'est dans cette union, que la franc-maçonnerie a voulu empêcher, c'est dans cette union des citoyens honnêtes et respectueux de la liberté que se trouvera le salut. Si elle n'est pas réalisée, la République s'effondrera et l'anarchie dissoudra la France victorieuse, sous l'œil narquois d'une Allemagne disciplinée.

Dieu protège la France!

Jean d'AURILLAC.

qui s'acheva par le triomphe du Cartel, M. André Tardieu annonçait qu'après quelques mois de gouvernement radical et socialiste le franc vaudrait un sou. Cette prédiction provoquait les rugissements des profiteurs de la politique. Or, elle est en train de se réaliser, et la ruine totale nous menace tous.

C'est une bêtise que de parler, comme on le fait, de je ne sais quelle campagne de fausses nouvelles. Les gens ont peur pour leurs petites économies, ou bien, ils sont réduits à recourir à l'argent placé en des temps plus heureux. Ils sont gênés, et ils sont méfiant. Les socialistes, comme Bourgeois et Stavisky, ont déclaré qu'ils iront prendre l'argent où il est. C'est pourquoi l'argent se cache.

Cependant, nous attendons les résultats de l'information ouverte, parait-il, par M. le procureur de la République, et qu'une note absurde a fait connaître à la presse. Nous serions surpris que cet honorable magistrat rétablisse ainsi une confiance ébranlée par tant de politiciens véreux, et notamment par son chef suprême d'hier, le ministre de la justice Rainaldy.

LES TROIS MOUSQUETAIRES.

ÇA ET LA

Chez M. de Castellane

De Cyrano

Un grand dîner politique réunit, le soir même de la journée des négociations de Daladier, la plupart des membres des groupes centristes de la Chambre chez M. de Castellane, député du Cantal.

Le député de Vaulx n'en avait pas été averti et il ignora jusqu'au soir ce banquet où, se jouait, en partie, le sort de sa combinaison.

Un de ses amis, pourtant, était accouru rue Saint-Dominique pour l'informer de ce qui se tramait: il ne put approcher le président,



CROIX DU CANTAL

Journal hebdomadaire paraissant le Dimanche

Abonnements

Cantal et départ^s limitrophes... 12
Paris, autres départ^s et colonies... 14
Étranger... 20 et 28
C/c Postaux 65, 53 Clermont-Ferrand.

Les abonnements sont régulièrement payables d'avance. — Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 fr. pour réimpression de la bande.
Conditions spéciales pour la propagande

ADRESSER TOUTE LA CORRESPONDANCE

à M. le Directeur de la CROIX DU CANTAL, 4, rue Guy-de-Veyre

AURILLAC

Téléphone : 30

Ad. Tél. Croix-Aurillac

Publicité

Faits divers, la ligne... 3
Réclames... 2
Annonces... 1,50

Pour la Publicité du Département et les Annonces judiciaires, s'adresser à nos bureaux

La Société de Publicité Religieuse

27, rue de Rome, Paris (8^e) est seule chargée de recevoir notre publicité extra-locale

« Pourquoi ?... »



Les plus beaux noms des bœufs

Moundor ! eh bé ! moun home !
— le char a bougé, d'un brusque clac la roue sort de son trou, et d'un pas, cette fois rapide, le char arrive sur la terrasse du château. Pierre caresse les joues de ses bœufs. Sa grande main plonge dans la poche du bourgeron et en sort une poignée de sel moulu.

La trêve des partis ne demande pas, sans doute, que les malfaiteurs soient épargnés. Elle ne comporte pas l'étouffement des scandales ni l'impunité des escrocs. Elle ne peut pas interdire la recherche des assassins et de leurs complices. Une trêve politique qui aurait ce caractère serait un nouveau scandale.

Aussi bien nous ne sommes pas très surpris quand nos entendons répéter autour de nous : « Pourquoi Camille Chautemps — et aussi Frot, l'assassin ! — ne sont-ils pas encore en prison ? » Cette question est posée avec un accent de juste colère. Pourquoi en effet les puissants sont-ils épargnés ? On a mis à l'ombre d'obscurs associés de Stavisky, et des recéleurs, et cet aventurier Voix, qui favorisa la fuite du bandit.

Mais pourquoi l'homme qui, aussi longtemps qu'il fut à la tête du Gouvernement, s'efforça de sauver la bande infâme, et par là se fit son complice, n'a-t-il pas été arrêté ?... Le peuple honnête a le droit d'en être surpris.

Mais, pourrait-on répliquer, il faudrait arrêter aussi tous les parlementaires qui, à l'exemple de MM. Bastid et Fontanier, furent les complices de Chautemps, en s'opposant par leur vote à la nomination d'une commission d'enquête. Le nombre des politiciens de gauche engagés dans cette retentissante aventure est décourageant. Ils sont trop !

D'ailleurs, ajoute-t-on, Chautemps est le président du groupe parlementaire du parti radical. Oui, sans doute. Mais il est vrai aussi qu'il est le beau-frère de M. Pressard, le magistrat indigne dont on voulut faire un Conseiller à la Cour de Cassation, qu'il fut le pro-

tecteur de l'odieux Bonnaure, le fameux président des Jeunesses laïques, et qu'au lendemain de l'assassinat d'un magistrat intègre, M. Prince, l'infâme Chautemps tenta de déshonorer cette noble victime de la bande à Stavisky et d'égarer la justice... Les regards du pays tout entier se tournèrent alors vers Chautemps, avec une terrible expression de soupçon et de mépris.

Peut-on espérer que la vérité est en marche, que tous les criminels seront connus et châtiés, qu'enfin la France respirera, et qu'elle pourra retourner à ses affaires qui, pour l'heure, sont pitoyables ? M. Chéron, ministre de la justice, nous dit d'avoir confiance et que « la bande de malfaiteurs » sera châtiée. Mais la franc-maçonnerie, qui est toute entière mêlée aux crimes de Stavisky et sans doute coupable aussi de l'assassinat de M. Prince, est une puissance cachée dont les ramifications s'étendent loin. Il est démontré que tous les coupables dans la colossale escroquerie de Stavisky, tous, entendez bien, sont francs-maçons et confrères de notre Fontanier. Ceux que l'on ne connaît pas encore et qui sont les plus haut placés feront l'impossible pour demeurer dans l'ombre. Or si la lumière totale n'est pas faite, la République en pourrait fort bien mourir. Elle périrait de gangrène.

Sans que nos lecteurs s'en doutent, nous vivons des journées révolutionnaires. Des changements profonds s'opèrent sous nos yeux. La République deviendra honnête, ou elle périra, tuée par des forbans qui tous sont venus de gauche, et qui se proclament, en pitres abjects qu'ils sont, les « seuls véritables républicains ».

JEAN D'AURILLAC.

Les Combattants du Cantal et la journée du 6 Février

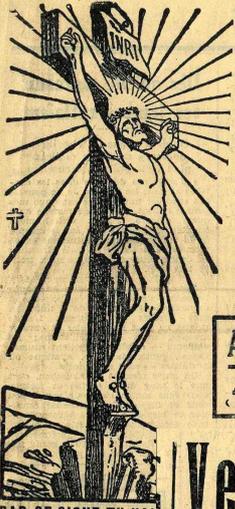
Nous lisons dans le « Combattant du Cantal » :

Les manifestations sanglantes qui se sont déroulées le 6 février dernier sur la place de la Concorde, à Paris, ont violemment ému l'opinion publique.

Tous nos camarades savent que l'U.N.C. avait réuni ce soir-là 30.000 anciens combattants parisiens, groupés en une manifestation pacifique derrière notre nouveau président général Georges Lebecq. Ils savent également de quelle façon nos camarades furent matraqués par la police, Georges Lebecq en tête. Cette manifestation animée du plus pur esprit ancien combattant, sans aucun souci de profit matériel, sans aucune visée politique, ni aucune intention agressive, avait seulement le désir pacifique de rendre à la Nation l'atmosphère assainie qu'elle réclame depuis longtemps déjà, ainsi que l'indiquait la pancarte que les manifestants promènèrent ce soir-là dans les rues fiévreuses de Paris : « NOUS ENTENDONS QUE LA FRANCE VIVE DANS L'HONNEUR ET LA PROPRETÉ. » Bien qu'affaibli, l'écho de ces événements considérables est arrivé jusqu'à notre lointaine province, il a suscité chez tous les membres de l'U.N.C. un sentiment de fière solidarité à l'égard de leurs camarades de Paris avec lesquels ils sont en parfaite communion de sentiment.

CROIX DU CANTAL

Journal hebdomadaire paraissant le Dimanche



PAR CE SIGNE TU VAIS

Abonnements

Cantal et départ^s limitrophes. 12
Paris, autres départ^s et colonies. 14
Etranger. 20 et 25
C/c Postaux 63.55 Clermont-Ferrand.
Les abonnements sont remboursés par chèque. — Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 1 fr. pour réimpression de la bande.
Conditions spéciales pour la propagande

ADRESSER TOUTE LA CORRESPONDANCE

à M. le Directeur de la CROIX DU CANTAL, 4, rue Guy-de-Veyre

AURILLAC

Téléphone 150

Ad. Tél. Croix-Aurillac

Publicité

Faits divers, la ligne. 3
Réclames — 2
Annonces — 1,50
Pour la Publicité du Département et les Annonces judiciaires, s'adresser à nos bureaux
La Société de Publicité Religieuse
27, rue de Rome, Paris (8^e) est seule chargée de recevoir notre publicité extra-locale

Vers la guerre civile

Une inquiétude immense pèse sur la nation française. L'avènement d'un ministère de salut public n'a pas réussi à la dissiper. Trop de hontes et trop de crimes, commis par ceux qui furent longtemps les maîtres de la République, ont troublé profondément ceux qui peinent durement pour porter le fardeau des charges fiscales. A côté de voleurs placés très haut, il y a trop de français menacés par la misère. Les partis de révolution attendent impatiemment cette heure favorable aux bouleversements. La grève générale du 12 février fut une répétition, une manœuvre, en vue de l'action directe et violente par laquelle les disciples de Moscou, comptent établir chez nous ce qu'ils appellent la dictature du prolétariat. *Le Temps*, ce grave journal qui n'a pas coutume de parler à la légère, nous informe que, dans la banlieue de Paris, les communistes s'organisent militairement avec des cadres parfaitement organisés et des dépôts d'armes considérables. Comme il est probable que le reste de la nation s'opposera énergiquement à la révolution communiste, on peut s'attendre, dans une République où l'Etat est sans force et où un nombre considérable de fonctionnaires sont acquis à la cause du désordre, on peut s'attendre à des conflits sanglants.

Les socialistes sont restés les alliés des radicaux aussi longtemps qu'il y ont trouvé leur profit. Mais ce parti radical est présentement accablé par un tel déshonneur qu'ils rougissent de cette alliance. Ils sont allés retrouver, à l'extrême-gauche les communistes, vers lesquels les poussent leurs tendances et leur clientèle. Le front commun de tous les révolutionnaires fait courir à l'ordre républicain et à la sécurité des citoyens, un péril qui serait insensé de ne pas voir.

Dans le Cantal, l'arrivée d'un fonctionnaire animé de passions extrémistes a rendu confiance et vigueur aux socialistes que M. Dauzier avait habilement noyés et qui se morfondaient dans un esclavage sans honneur. M. Fontanier, tout occupé de son profit, n'avait pas leur confiance. Franc-maçon avant tout, il ne connaît qu'un seul ennemi du peuple, les curés, ces nouveaux riches, comme chacun le sait. Quant aux travailleurs, il s'en soucie comme un poisson d'une pomme. Un socialiste aurillacois, qui est parmi les plus sincères et dont on me permettra de taire le nom, me disait son étonnement indigné que M. Fontanier soit le bénéficiaire de deux somptueuses pensions, l'une à titre de fonctionnaire, l'autre à titre de député.

Le nouveau venu, dont l'arrivée a galvanisé à Aurillac le parti socialiste est M. Deixonne, professeur au lycée. Nous ne lui faisons aucun grief d'unir à sa profession une activité politique ardente. Il use d'un droit qu'il ne nous viendra jamais à l'idée de contester. Nous voudrions toutefois que les socialistes en usent

de même à l'égard de nos amis, et que les sectaires cessent de s'irriter basement contre les courageuses « Davidées » de l'enseignement public.

M. Deixonne a pris l'initiative de fonder à Aurillac un comité antifasciste. Il nous permettra de trouver qu'il a, en toute cette affaire, manqué de loyauté. Son dessein véritable est de constituer un groupement discipliné des forces socialistes et communistes. Il a formé un bureau dont il est, lui, socialiste, le secrétaire, et dont le trésorier est un communiste avéré, M. Batéou, correspondant de *l'Humanité*. C'est le front commun. Il faut avoir, Monsieur, le courage de ses opinions.

M. le Dr Lesme, dont l'énergie est bouillonnante, a vu dans cet organisme un danger qu'il a dénoncé dans une note qui a fait sensation par la vigueur peut-être excessive qu'on y trouvait et qu'il faut excuser, en raison des propos injurieux du professeur, dont la courtoisie ne nous semble pas celle d'un humaniste. Quoi qu'en pense M. Deixonne, M. Lesme a parfaitement raison de lui renvoyer le reproche de fascisme. A la vérité, que poursuit le front commun des socialistes et des communistes, sinon d'imposer à ce pays la dictature du prolétariat? Or, fascisme et dictature sont de la même famille révolutionnaire. A la vérité, le fasciste, c'est vous, Monsieur Deixonne.

Le nouveau leader du communisme dans le Cantal, nous annonçant la parution prochaine d'un journal *le Socialiste*. Nous verrons s'il mérite qu'on s'occupe de lui, et si, au lieu d'une critique négative, il exposera enfin le programme des révolutionnaires. M. Deixonne n'en a rien dit, l'autre jour, à la salle des Fêtes, et cela explique assez que personne n'ait jugé opportun de le contredire. S'il estimait, en raison de ce silence, que notre ville est acquise à sa cause, il se nourrirait de chimères. D'ailleurs, sauf aux francs-maçons, la rude et mépri-



Les Combattants parisiens le 6 février. — Ont-ils l'air de révolutionnaires ?

sante façon dont il a traité M. Dauzier faisait plaisir à tous les partis.

Il me semble évident que les radicaux-socialistes feront les frais de l'activité politique du jeune professeur. C'est pourquoi nous sommes un peu surpris de l'attitude sympathique prise par la presse radicale à l'égard du comité révolutionnaire. Si les « véritables républicains » dont les notabilités furent les amis et les complices de Stavisky sont satisfaits, nous en sommes plus surpris que mécontents.

Pour nous, nous attendons le salut de la nation d'aucune révolution ni d'aucun fascisme, qu'il soit de droite ou de gauche. Ce qu'il faut pour tout restaurer, c'est le retour à l'Evangile. Le salut ne saurait venir que de nos vieilles et humbles familles, de la morale chrétienne, force de notre pays, dont nous devons pénétrer la masse par l'apostolat des idées et la contagion de l'exemple. Le salut viendra aussi de l'esprit de fraternité, plus efficace pour remédier à la misère que toutes les allocations; — de l'esprit de sacrifice qui tempère les cupidités, — enfin de l'esprit de paix et de concorde, social et international à la fois, qui peut seul endiguer la lutte des classes et les guerres fratricides.

Jean d'AURILLAC.

Carnet Hebdomadaire

LA VERITE

Il n'est pas vrai, comme la presse cartelliste a voulu nous le faire croire, que la province s'est opposée à Paris, et que les manifestations du 6 février, dont le résultat a été l'avènement d'un ministère de salut public, où M. Doumergue est président du Conseil et où M. Herriot voisine avec M. Tardieu, aient été désapprouvées par la province... On a présenté les manifestants comme des révolutionnaires, alors qu'ils étaient, au contraire, des hommes d'ordre courageusement dressés contre un gouvernement de francs-maçons et de voleurs.

Mais les provinciaux et les Auvergnats moins que les autres, car ils ont du bon sens et ne sont pas gobeurs, ne se sont pas laissés rouler par ce mensonge.

Grâce à l'obligeance de la Voix du Combattant, nous publions dans ce numéro deux photographies qui représentent les combattants au cours de la manifestation du 6 février. On verra qu'ils n'ont pas l'air de révolutionnaires. Ils étaient sans armes! Ils n'avaient que leurs drapeaux et leurs béquilles de mutilés. Les policiers de M. Daladier les ont criblés de coups de revolvers.

Ce crime et ce sang versé a marqué pour la République, le commencement de temps nouveaux!

LES TROIS MOUSQUETAIRES.

On a dit très souvent que l'armistice a été conclu trop tôt, avant la défaite évidente et l'écrasement complet des forces allemandes. J'en suis arrivé à me demander si, à son tour, la trêve des partis n'était pas intervenue deux semaines trop tôt, avant que les fonctionnaires devant des guichets fermés, aperçoivent le trou dans la caisse et en même temps le fond de l'abîme.

Joseph BARTHÉLEMY.

NE DIS JAMAIS...

- De tes lectures: « Je ne suis plus un enfant ».
 - De tes parents: « Ils retardent ».
 - De ton travail: « Il ne faut pas s'en faire ».
 - De tes plaisirs: « On n'a qu'une vie ».
 - De ton avenir: « J'aurai de la veine ».
 - Des autres: « Qu'ils s'arrangent ».
 - De tes défauts: « C'est mon tempérament ».
 - De tes fautes: « C'est plus fort que moi ».
 - De tes échecs: « Le sort m'en veut ».
 - De ta prière: « Je n'ai pas le temps ».
- Cela, vois-tu, ce sont les mots qui tuent; qui tuent la vertu; qui tuent l'effort; qui tuent l'amour; qui tuent l'âme.
- Cela, vois-tu, c'est le programme des apathiques, des inutiles, des viveurs.
- Donc, pas le tien.

CHAUTEMPS PAR-CI,

CHAUTEMPS PAR-LA...

M. Mistler, ex-ministre des P.T.T., après avoir supprimé les émissions religieuses à Radio-Paris, a dit qu'« ON » lui avait imposé cette décision.

Qui, on ? Chautemps.

La Commission d'enquête Stavisky, composée à l'image de la Chambre, c'est-à-dire en majorité de gauche, écrit dans son procès-verbal qu'elle « a été unanime à regretter qu'ON ait attendu plus de deux mois pour ordonner des informations, des inculpations et des saisies qu'il s'imposaient dès le premier jour ».

Qui, on ? Chautemps, encore Chautemps.

M. Bonnet, ex-ministre des Finances, convaincu de mensonges à propos de l'attaché de son ministère Guiboud-Ribaud, s'est excusé (2) par ce mot :

— J'ai fait ainsi sur le conseil de Chautemps.

Dubarry répond à qui l'interroge : « Voyez Chautemps ! »

Et Pressart = Chautemps !

Ah ! mes amis, en quel Chautemps vivons-nous !

Se confesser

Et ça c'est terrible !...
Entrer dans une boîte...
Se mettre à genoux...
Dire à un homme : « Mon père... » Et ensuite, lui avouer tout le reste... tout ce qu'on ne dit même pas à soi-même... vider son sac... tout son sac !
Et en 193... !... A l'époque de l'aviation et de la Russie rouge... et de la T.S.F...
Décidément l'Eglise n'a pas peur.

Mais non, l'Eglise n'a pas peur. D'abord, si vous n'êtes pas une femme, cette Eglise ne vous force pas à entrer dans une boîte...
Un homme se confesse très bien partout...
Place de la Concorde, sous un escalier ou dans un bureau.
Se mettre à genoux devant un homme ?
Mais à ce moment-là, cet homme n'est plus seulement un homme... Ministre de Dieu dans le sacre-

Dans tous les domaines, il y a des « postulats » fondamentaux, c'est-à-dire des points essentiels, qu'on ne peut pas supprimer. Sans quoi, tout s'écroule.

A la caserne, il ne suffit pas de dire : J'ai l'esprit militaire !... Le caporal, le mari-chef, l'adjudant, le capitaine vous obligent à porter une tenue réglementaire... à vous lever et à descendre à une heure fixe... à faire l'exercice, des corvées... — corvée de quartier, corvée de patates — des corvées très précises...
Dans l'Eglise, c'est pareil, mais plus doux et plus élevé.

La prière, la messe, la confession, la communion, voici les « postulats ». Les clauses essentielles du contrat qui nous fait « enfants de Dieu »...

— Mais enfin en 193... !... au temps de l'aviation et de la T.S.F. !...
— Faut-il, tout de même, que vous ayez besoin de prétextes !...
D'abord, ces choses-là sont...